



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Marseille, le **28 JAN. 2025**

Dossier suivi par : MM

ARRÊTÉ N° 2024-381-MED

portant mise en demeure à l'encontre de la société APPRYL sise à Martigues - Lavéra

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1et L514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment la section 3 relative à la pollution des eaux superficielles ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°96-100/43-95 du 25 avril 1996 autorisant la société APPRYL SNC à exploiter une unité de polypropylène à Martigues-Lavéra ;

Vu la visite réalisée le 4 avril 2024 par l'inspection des installations classées sur le site exploité par la société APPRYL SNC à Martigues-Lavéra ;

Vu le rapport du 15 décembre 2024 de l'inspecteur de l'environnement établi à l'issue de la visite d'inspection susvisée ;

Vu la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que la société APPRYL SNC, qui est régulièrement autorisée à exploiter une unité de polypropylène sur la commune de Martigues-Lavéra, a fait l'objet d'une visite réalisée par l'inspection de l'environnement (DREAL) le 4 avril 2024 ;

Considérant que l'exploitant suit en continu les paramètres COT (Carbone Organique Total) et débit pour la surveillance de ses effluents industriels rejetés ;

Considérant que les résultats de la surveillance par échantillon depuis le 15 juin 2023 de ses rejets aqueux montrent le caractère non régulier du ratio DCO(Demande chimique en Oxygène)/COT ;

Considérant que l'exploitant a mis en place une surveillance par prélèvement d'échantillons 3 jours consécutifs chaque mois depuis le 7 août 2023 ;

Considérant que l'exploitant ne réalise pas un prélèvement d'échantillon journalier représentatif ;

Considérant que ces prélèvements d'échantillons sont asservis au temps ;

Considérant que les échantillons ainsi prélevés ne sont pas proportionnels au débit du rejet et ne peuvent donc pas être considérés comme représentatifs ;

Considérant de ce fait que l'exploitant n'est pas conforme aux alinéas 2 et 3 de l'article 23.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 25 avril 1996 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société APPRYL de respecter lesdites prescriptions afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches du Rhône ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société APPRYL SNC, dont le siège social est sis route de Ponteau à Martigues (13500), est mise en demeure, pour la poursuite d'exploitation de son établissement sis à la même adresse, de se conformer, **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, aux dispositions de l'article 23.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 avril 1996 concernant le prélèvement d'échantillons journaliers représentatifs.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Marseille (31 Rue Jean François Leca, 13002 Marseille), qui peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessibles à partir du site www.telerecours.fr

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la société APPRYL SNC et publié sur le site internet du département des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 5

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de Martigues,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 28 JAN. 2025

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale adjointe

Marie-Pervenche PLAZA